



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9090^e séance

Mardi 12 juillet 2022, à 15 heures
New York

Provisoire

Président :	M. Costa Filho	(Brésil)
Membres :	Albanie	M. Stastoli
	Chine	M. Wan Feng
	Émirats arabes unis	M. Al-Ali
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Badawy
	Fédération de Russie	M ^{me} Agaronova
	France	M ^{me} Fériaud
	Gabon	M ^{me} Bouanga Ayoune
	Ghana	M. Iddrisu
	Inde	M. Bhalla
	Irlande	M ^{me} Hill
	Kenya	M ^{me} Mbabu
	Mexique	M. Cisneros Chávez
	Norvège	M ^{me} Erno
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Sims

Ordre du jour

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Le rôle déterminant de la communication stratégique dans l'efficacité du maintien de la paix

Lettre datée du 5 juillet 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2022/539)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 15 h 10.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs et toutes les oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Lituanie.

M. Paulauskas (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la présidence brésilienne et S. E. M. Carlos Alberto Franco França, Ministre des relations extérieures du Brésil, d'avoir convoqué pour la première fois un débat du Conseil de sécurité sur un sujet aussi important. Je tiens également à remercier le Secrétaire général, António Guterres, le général Affonso Da Costa, commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et M^{me} Jenna Russo, Directrice de la recherche à l'International Peace Institute, de leurs observations instructives.

Aujourd'hui, alors que l'instabilité et les conflits mettent de plus en plus en péril la sécurité internationale, l'ONU et le Conseil de sécurité doivent intensifier leurs efforts pour faire face aux défis nouveaux et aux menaces non traditionnelles, et l'organisation de ce débat est un exemple louable de la volonté du Conseil de s'y atteler. La manipulation de l'information, notamment la désinformation et la désinformation, fait depuis longtemps partie des outils auxquels recourent les États non démocratiques en temps de conflit. Comme le Secrétaire général l'a souligné à juste titre, la désinformation, la mésinformation et les discours de haine sont de plus en plus fréquemment utilisés comme armes de guerre. Nous sommes tous témoins en ce moment de la manière dont la Russie utilise la désinformation comme arme pour justifier son invasion non provoquée, à grande échelle et illégale de l'Ukraine.

En tant que pays fournisseur de contingents, dont 45 soldats de la paix qui sont actuellement déployés au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), la Lituanie est profondément préoccupée par les effets nuisibles de la manipulation de l'information et les menaces que représentent la désinformation et la mésinformation dans le contexte des opérations de maintien de la paix. Ces agissements peuvent avoir des conséquences néfastes à long terme, notamment en sapant la crédibilité des activités de maintien de la paix et la légitimité de la présence des Nations Unies au sein des communautés.

Ces dernières années, il y a eu une augmentation notable des campagnes de désinformation visant l'ONU

et ses opérations de maintien de la paix. Comme de nombreux orateurs l'ont souligné, cette tendance est particulièrement inquiétante au Mali, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, où de nombreux acteurs utilisent de plus en plus les médias sociaux et d'autres plateformes pour propager délibérément de fausses informations et inciter à la haine et à la violence. Pas plus tard que la semaine dernière, les membres du Conseil de sécurité ont condamné une nouvelle attaque meurtrière contre la MINUSMA au Mali (voir S/PV.9086). Il est crucial d'enquêter promptement sur ces attaques et de traduire leurs auteurs en justice, notamment ceux qui pourraient avoir incité à les commettre en propageant des messages anti-ONU. L'intensification signalée des activités de désinformation au Mali, notamment les efforts concertés visant à détourner l'attention des atrocités qu'aurait commises le groupe Wagner, qui est lié au Kremlin, sème d'une part la discorde et la confusion et crée des divisions dans une région de plus en plus instable, mais elle a également des conséquences directes sur la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et compromet l'exécution du mandat de la MINUSMA.

Nous considérons la communication stratégique comme un des principaux outils dont dispose l'ONU pour s'attaquer à ce problème qui ne cesse de s'aggraver. À cet égard, nous avons accueilli avec satisfaction la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies, adoptée en 2021, et l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, dont une des priorités est la communication stratégique. Nous sommes déterminés à appuyer la communication stratégique de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix, ainsi que les six mesures concrètes énoncées par le Secrétaire général ce matin, en mettant notamment l'accent sur la formation et le renforcement des capacités en matière de lutte contre la désinformation et la désinformation et de communication stratégique dans le domaine informatique. C'est un problème multiforme qui appelle une action multidimensionnelle, et la Lituanie est prête à apporter sa contribution dans notre intérêt commun, pour que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies soient plus efficaces et mieux à même de répondre aux besoins du XXI^e siècle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur.

M. Espinosa Cañizares (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier les intervenants qui ont présenté des exposés ce matin. Je

tiens également à féliciter la présidence brésilienne de la manière dont elle a conduit jusqu'à présent les travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci et de sa contribution particulière aux efforts de paix et de sécurité, comme le reflète également le leadership du Brésil dans la promotion de la communication stratégique dans les missions de maintien de la paix. Nous avons eu l'occasion d'aborder ce sujet le 25 mai, durant une séance organisée par le Brésil, le Ghana, l'Inde et l'Équateur à l'occasion de la semaine de la protection des civils (voir S/PV.9042).

Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Indonésie au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus.

À titre national, je me félicite de l'adoption, ce matin, de la déclaration du Président publiée sous la cote S/PRST/2022/5. Nous attendons avec intérêt l'examen stratégique de la communication stratégique par le Secrétaire général, y compris une évaluation des capacités existantes. L'importance que l'Équateur attache au rôle de la communication à l'échelle du système s'illustre également par sa présidence du Comité commun de l'information des Nations Unies au cours des deux dernières années. Dans le cadre de ces fonctions, nous avons pu constater le rôle de facilitateur que la communication joue dans la plupart des efforts entrepris par l'ONU et ses Membres.

Le développement exponentiel des technologies et la révolution numérique ont entraîné une augmentation du nombre des outils disponibles tout en accentuant la complexité des défis à relever. C'est pourquoi il importe d'approfondir le débat sur cette question de manière intégrée. La communication stratégique contribue à renforcer la confiance entre les missions de paix et les zones où elles sont déployées, et les consultations avec la société civile aux niveaux local et national peuvent contribuer à intégrer efficacement la communication stratégique à la planification et à la mise en œuvre des efforts de protection des civils.

En tant qu'une des priorités de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, la communication stratégique est liée au programme pour les femmes et la paix et la sécurité et aux activités de maintien de la paix basées sur l'utilisation des données et des technologies, et renforce ainsi les outils de prévention et de dissuasion de la violence sexuelle en période de conflit armé. En outre, une communication stratégique efficace ne doit pas renforcer les stéréotypes de genre. L'Équateur veillera à ce que l'importance capitale de la communication stratégique soit également mise en

exergue durant la prochaine session du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, étant donné qu'elle contribue à gérer les attentes des communautés locales et à lutter contre la désinformation et la mésinformation.

Enfin, la coordination stratégique doit s'inscrire dans le cadre de la planification globale et de la coordination initiale avec les pays hôtes et les divers acteurs concernés, qui précèdent tout processus de transition, afin de garantir des transitions sans heurt qui favorisent une paix durable, qui est la promesse fondamentale de l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Pendlebury (Australie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cet important débat, et je remercie le Secrétaire général de ses observations et des efforts constants qu'il déploie pour améliorer l'exécution des mandats et préserver la sûreté et la sécurité des soldats de la paix.

Les missions de maintien de la paix contemporaines sont confrontées à de nombreux problèmes, notamment un paysage de l'information ambigu. En cédant l'espace d'information aux acteurs qui cherchent à nuire aux efforts de la communauté internationale, on risque de compromettre l'efficacité des opérations de paix et la crédibilité de l'ONU. La communication stratégique permet de combler le déficit de communication de l'information entre les opérations de maintien de la paix et les populations locales. Elle permet de faire connaître les faits, de contrer la désinformation et de renforcer la crédibilité de notre travail, et elle peut encourager la société civile – surtout les dirigeantes locales, il faut le souligner – à défendre la cause des populations vulnérables.

L'Australie appuie l'utilisation de la communication stratégique pour faire connaître le mandat d'une mission et contrer la désinformation, la désinformation et les discours de haine dans le contexte du maintien de la paix. Nous estimons également qu'elle fait partie intégrante de la mise en œuvre des éléments des mandats qui appuient les piliers fondamentaux de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, en particulier le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et la protection des civils. Nous nous associons à toutes les parties prenantes à des processus de paix pour souligner la nécessité de mieux comprendre comment les discours mensongers sont utilisés pour attiser les conflits. Nous demandons instamment que des mesures

soient prises pour aider les missions de maintien de la paix à identifier et combattre plus efficacement ces outils de conflit, ce qui réduira le risque de violence contre les soldats et soldates de la paix et les civils. L'Australie appuie l'intégration et la mise en œuvre d'une communication stratégique solide dans deux domaines clefs.

Premièrement, dans la mesure où nous considérons que la préparation des soldats et soldates de la paix est essentielle pour sensibiliser notre personnel déployé à l'importance de la communication stratégique, nous avons uni nos efforts à ceux de notre famille régionale pour dispenser une formation efficace et moderne en amont du déploiement. La récente inauguration de Blackrock Camp aux Fidji illustre parfaitement cette coopération, et l'Australie se réjouit de pouvoir apporter son soutien à cette installation, centre régional d'excellence pour la formation des Casques bleus.

Deuxièmement, dans le cadre de notre engagement à financer la création d'un pôle d'innovation au sein du Département des opérations de paix, nous avons pris des mesures concrètes pour contribuer à la mise en œuvre intégrale de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies. J'ai le plaisir d'annoncer que l'Australie a débloqué la première tranche de financement destinée à ce projet passionnant et important. Une communication stratégique efficace doit tirer parti de tous les supports disponibles, dont beaucoup sont diffusés et consultés sous forme numérique. En partenariat avec un groupe étendu de parties prenantes, ce pôle d'innovation aidera l'ONU à cerner et à résoudre des problèmes complexes en recourant à des solutions innovantes et à moindre coût, adaptées aux besoins des missions de maintien de la paix.

L'Australie remercie le Brésil d'avoir organisé le présent débat public et d'avoir mis en avant l'importance que revêt la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. En tant que priorité majeure de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, elle est un des piliers des efforts collectifs que nous déployons pour concrétiser la vision de l'Action pour le maintien de la paix. L'Australie réaffirme son attachement à l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus et se réjouit à la perspective de contribuer à l'efficacité et à l'efficience des opérations de maintien de la paix, soutenues par une communication stratégique claire et précise.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Afrique du Sud.

M^{me} Tshabalala (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Brésil d'avoir convoqué le présent débat public sur le thème « Le rôle déterminant de la communication stratégique dans l'efficacité du maintien de la paix ». Nous remercions également tous les intervenants de leurs exposés instructifs.

La communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies demeure indispensable à la mise en œuvre efficace des mandats de chaque mission et à la gestion des attentes que suscitent leurs activités. Il va sans dire que chaque opération de maintien de la paix est investie d'un mandat particulier fondé sur la situation qui prévaut dans le pays hôte. Dans ce contexte, la communication stratégique est un outil important qui permet d'expliquer l'action menée par les Nations Unies, et elle constitue une des priorités de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus.

L'Afrique du Sud tient par conséquent à insister sur quatre questions pertinentes pour la communication stratégique : l'utilisation des technologies numériques dans le domaine du maintien de la paix, la sûreté et la sécurité des soldats et soldates de la paix, la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et les partenariats.

Premièrement, toute communication stratégique efficace est inextricablement liée aux efforts déployés par l'ONU en faveur d'une transformation numérique inclusive. Dans le cadre de la poursuite de la réforme des opérations de maintien de la paix, il convient de tenir compte de l'évolution des technologies numériques et du potentiel qu'elles offrent pour promouvoir les mandats de maintien de la paix des Nations Unies. Le recours à des technologies adéquates, combinées à un personnel compétent, doit faire partie intégrante de toutes les phases des missions de maintien de la paix, y compris lors des transitions. Une formation continue doit être dispensée à tous les contingents et personnels de police déployés, afin de garantir l'accès aux technologies numériques et l'acquisition des compétences idoines.

Il est extrêmement important que l'ensemble du système des Nations Unies soit capable de communiquer à l'unisson avec toutes les parties prenantes afin de contrôler le discours qui entoure les rôles et les mandats des missions de maintien de la paix. Il importe de

communiquer clairement avec les pays hôtes et les communautés locales. Pareille approche contribuerait à lutter contre les perceptions erronées, la désinformation, la désinformation et les informations fallacieuses qui portent atteinte à l'intégrité des missions de maintien de la paix et mettent ainsi en péril la sûreté et la sécurité des Casques bleus.

Deuxièmement, environ 4 200 soldats et soldates de la paix ont perdu la vie depuis la mise en place de la première mission de maintien de la paix des Nations Unies en 1948. Face à la flambée des attaques observée dernièrement contre le personnel de maintien de la paix, sa sûreté et sa sécurité demeurent une préoccupation majeure. Des solutions novatrices doivent être envisagées pour en finir avec ces morts, notamment en améliorant la collecte de renseignements et les moyens d'alerte rapide, ainsi qu'en encourageant le partage d'informations entre les composantes militaire, Police et civile des missions. La capacité d'utiliser la communication stratégique comme un moyen d'améliorer l'analyse des situations de conflit complexes et d'atténuer les menaces injustifiées doit impérativement être développée.

Troisièmement, nous jugeons encourageantes les initiatives qui visent à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le rôle joué par les soldates de la paix, notamment dans la promotion des droits et de la protection des femmes dans les situations de conflit, est largement attesté dans les missions de maintien de la paix dotées d'une représentation féminine. Tout indique que la présence de soldates de la paix se traduit par une sensibilisation et une mobilisation accrues des populations locales, contribuant ainsi à instaurer un climat de confiance entre les missions et les populations hôtes. Davantage d'efforts doivent être consacrés à l'amélioration de la communication stratégique afin de donner plus de poids à l'action et aux voix des femmes, et le déploiement de soldates de la paix doit être intensifié.

Quatrièmement, lorsque nous avons commémoré cette année la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies sur le thème « Ensemble pour la paix : le partenariat, clé du progrès », il nous a été rappelé le rôle capital que jouent les partenariats dans l'efficacité de la communication stratégique, notamment en matière de formation et de diffusion, collecte et partage de l'information, avec l'appui des gouvernements hôtes, des communautés locales, de la société civile, des organisations non gouvernementales,

des milieux universitaires, des organisations régionales et sous-régionales, des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires clefs, en particulier dans le secteur de l'information et des communications. Nous attendons avec intérêt que soit achevée la nouvelle stratégie de communication pour les opérations de maintien de la paix.

Pour conclure, nous rendons hommage aux femmes et aux hommes qui servent dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Leur détermination et leur dévouement ont sauvé d'innombrables vies, et c'est toujours le cas en cette période sans précédent. Nous leur sommes immensément reconnaissants de leurs efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Hossain (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je félicite le Brésil de son accession à la présidence du Conseil de sécurité ce mois et le remercie d'avoir organisé l'important débat public d'aujourd'hui. Je tiens également à remercier le Secrétaire général et les autres intervenants des exposés circonstanciés qu'ils ont présentés ce matin.

Premier pays fournisseur de contingents ou de personnel de police, le Bangladesh a mobilisé ses propres ressources pour renforcer les capacités des missions de maintien de la paix afin de garantir la sûreté et la sécurité des soldats et des soldates de la paix. Nous avons pris des initiatives pour déployer des véhicules blindés de transport de troupes dans les zones sujettes à des conflits. Nous avons également fourni des véhicules protégés contre les mines et les embuscades afin de parer aux attaques impliquant des engins explosifs improvisés.

Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée ce matin par le représentant de l'Indonésie au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus. Qu'il me soit permis de faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Premièrement, si nous insistons sur les responsabilités qui incombent aux hauts responsables des missions de maintien de la paix, nous devons également rappeler combien il est important d'adopter une approche appliquée à l'ensemble de chaque mission pour garantir une communication stratégique efficace. À cet égard, il convient d'accorder la priorité à la formation préalable au déploiement et à la formation dispensée en cours de mission à l'ensemble du personnel des missions, ainsi qu'au renforcement de leurs capacités. Le Bangladesh a

intégré la communication stratégique et la mobilisation de la population dans la formation dispensée à ses soldats et soldates de la paix préalablement à leur déploiement.

Deuxièmement, la collaboration avec les autorités et communautés nationales et locales revêt une importance capitale pour garantir la bonne exécution des mandats. Aux fins de cette collaboration, il convient de renforcer la communication et le dialogue entre toutes les parties prenantes. Nous pouvons également partager notre expérience en matière de renforcement de la mobilisation de la population au travers de l'organisation de différentes activités de protection non armées, telles que des événements sportifs et socioculturels. Ces activités favorisent le dialogue et l'établissement de relations de confiance mutuelle entre les Casques bleus et leurs communautés d'accueil.

Troisièmement, en raison de l'utilisation accrue des médias sociaux et des smartphones, la mésinformation et la désinformation préjudiciables aux opérations de maintien de la paix sont devenues une préoccupation importante pour certaines missions. Les soldats de la paix doivent se doter des capacités nécessaires pour surveiller, détecter et analyser ces informations fausses et trompeuses et y répondre. À cet égard, nous insistons sur la nécessité d'une mise en œuvre pleine et effective de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies.

Enfin, nous saluons le rôle tenu par le Département de la communication globale pour mettre en évidence les contributions des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Nous nous félicitons également que le Département des opérations de paix ait pris l'initiative d'élaborer sa propre stratégie de communication. Les États Membres ont une responsabilité partagée à cet égard.

Pour terminer, je réaffirme que le Bangladesh est résolu à promouvoir la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, dans le cadre des efforts que nous déployons pour atteindre les objectifs prioritaires de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Malte.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Brésil d'avoir organisé le présent débat public de haut niveau sur ce sujet important. Je remercie également le Secrétaire général, le général Affonso da Costa et M^{me} Russo d'avoir enrichi notre discussion de leurs exposés instructifs et convaincants.

Les opérations de maintien de la paix sont au cœur des activités du Conseil, et la communication stratégique joue plus que jamais un rôle fondamental pour garantir l'exécution des mandats de maintien de la paix et veiller à ce que ces missions bénéficient du soutien dont elles ont besoin de la part de toutes les parties prenantes. Compte tenu de l'importance de garantir un environnement sûr et sécurisé pour les Casques bleus, il est impératif de mettre en place une stratégie de communication solide en vue d'établir un dialogue avec les administrations locales et les parties prenantes, pour mobiliser l'appui politique et public nécessaire à la bonne exécution du mandat des missions. Cela est d'autant plus important dans les contextes de transition, où seule une stratégie de communication efficace peut permettre de créer un environnement propice au retrait, à terme, des missions. Ainsi que l'indique l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus du Secrétaire général, une communication stratégique est nécessaire pour favoriser la réussite, gérer les attentes et mobiliser un appui en faveur du maintien de la paix.

Sur la base de cette initiative et des discussions menées aujourd'hui, il est manifeste que nous sommes confrontés à des défis de taille en ce qui concerne la diffusion de la désinformation et de la mésinformation. L'utilisation de la technologie et des médias sociaux a élargi la portée de diverses formes de désinformation, qui comportent parfois aussi des éléments terroristes. Ces activités sont susceptibles de déstabiliser les missions de maintien de la paix et des pays entiers, en sapant la confiance entre les missions des Nations Unies et la population locale. Les missions de maintien de la paix ne peuvent s'acquitter de leur mandat et planifier les transitions si la confiance entre elles et les parties prenantes est compromise ou affaiblie. Une stratégie de communication solide et efficace peut faciliter la tâche aux missions et améliorer chaque aspect de leurs activités.

Il est aussi important de tirer parti de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies, qui reconnaît que les technologies numériques jouent un rôle plus important dans les situations de conflit et qui décrit la manière dont nous pouvons exploiter ces technologies pour mieux exécuter les mandats des missions. La mise en œuvre de mandats plus complexes, qui intègrent des éléments aussi importants que la protection des civils et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, nécessite une meilleure appréciation de la situation et la formulation de messages clairs. Le dialogue et l'intensification des

échanges sont essentiels pour atteindre ces objectifs. En outre, une communication claire et efficace constitue un outil indispensable pour prévenir les violences sexuelles et créer un climat de confiance au sein des communautés locales.

Malte estime que nous devons constamment nous efforcer de trouver de meilleurs moyens d'atteindre notre public. L'exécution des mandats de maintien de la paix et la sûreté et la sécurité des soldats et soldates de la paix ne peuvent être garanties que si une communication stratégique efficace est incorporée à la fois dans la planification quotidienne et dans les mandats des missions d'une manière plus générale. Pour ce faire, une formation adéquate doit être dispensée au personnel civil et en tenue. À cet égard, je salue les efforts déployés par le Département des opérations de paix pour élaborer une nouvelle stratégie de communication, qui devrait comporter bon nombre des éléments que nous avons évoqués ici aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Philippines.

M. Peñaranda (Philippines) (*parle en anglais*) : Je félicite le Brésil pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois-ci. Ce débat public de haut niveau arrive à point nommé et est on ne peut plus pertinent, car nous avons toutes et tous conscience de l'importance que revêt la communication stratégique en tant que concept à la fois doctrinal et opérationnel.

L'environnement mondial, qui est en pleine évolution, et qui est caractérisé par des crises allant des changements climatiques aux conflits régionaux et à l'insécurité alimentaire, en passant par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), fait peser des risques sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. La présente séance illustre combien il est urgent de poursuivre la mise en œuvre des réformes menées par l'ONU pour consolider les opérations de maintien de la paix de l'Organisation en tant qu'outils au service de la paix et de la sécurité mondiales. Fortes et fières d'une tradition du maintien de la paix de près de 60 ans, dans le cadre de 27 missions des Nations Unies et avec la participation de plus de 11 000 Casques bleus philippins, les Philippines sont plus que jamais attachées à la mise en œuvre des initiatives « Action pour le maintien de la paix » et « Action pour le maintien de la paix Plus » du Secrétaire général, et voudraient formuler les observations suivantes.

Premièrement, nous soutenons l'idée que la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix est essentielle à l'exécution des mandats des missions et à la gestion des attentes des diverses parties prenantes, telles que les États hôtes, les communautés locales et d'autres entités œuvrant pour la paix, notamment les femmes et les jeunes.

Deuxièmement, les Philippines recommandent au Département des opérations de paix et au Département de la communication globale d'envisager de mener un examen conjoint de la communication stratégique de l'ONU, dans le but de formuler des orientations destinées aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Cette démarche contribuerait à renforcer la confiance dans les processus de paix des Nations Unies et à mieux faire comprendre la raison d'être des missions. Il faudrait procéder régulièrement à un examen conjoint pluriannuel et à une planification de la communication stratégique, sur la base d'une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration.

Troisièmement, nous estimons que pour que la communication stratégique soit efficace et produise des résultats sur le terrain, les messages clefs et la diffusion de ceux-ci doivent être adaptés aux publics internes et externes des missions. Des campagnes de communication adaptées au contexte et axées sur les publics cibles contribueraient à contrer les manœuvres de désinformation et de désinformation qui visent les responsables des missions, tout en permettant de garantir la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix. C'est pourquoi les Philippines se font l'écho d'une proposition importante soumise par les États Membres cette année pendant les négociations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, invitant le Secrétaire général à mettre en place un cadre applicable à la communication stratégique dans le domaine du maintien de la paix afin de lutter contre la propagande anti-ONU.

Il est incontestable que la communication stratégique ne doit pas être une préoccupation de second plan, mais qu'elle doit être au cœur des capacités et des éléments des missions. Il nous faut un cadre de communication stratégique de plus vaste portée, plus exhaustif et doté de ressources suffisantes dans le domaine du maintien de la paix, qui soit adapté à la diplomatie internationale du XXI^e siècle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Mlynár (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé un débat sur ce sujet. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs observations éclairantes.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies jouent un rôle essentiel pour maintenir un certain niveau de paix et de stabilité dans certains des conflits violents les plus épineux du monde. Elles sont souvent déployées dans des contextes peu accueillants et se voient confier un ensemble complexe de responsabilités. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à tous les hommes et à toutes les femmes pour les sacrifices qu'ils ont consentis au service de la paix. Dans ces circonstances difficiles, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont un rôle particulier à jouer pour soutenir les communautés locales. La Slovaquie appuie l'approche robuste et globale adoptée par l'ONU pour garantir la poursuite de processus politiques complexes, le maintien de la stabilité et la protection des civils.

Ces deux dernières décennies, l'ampleur et l'intensité des conflits ont changé de façon spectaculaire. En effet, les opérations de maintien de la paix sont confrontées à des défis croissants et des facteurs de sécurité traditionnels et non traditionnels font peser de graves menaces sur la sécurité du personnel de maintien de la paix. L'un des facteurs caractérisant ce paysage en mutation rapide est la communication stratégique, qui est essentielle pour obtenir le soutien politique et public dont les missions de maintien de la paix ont besoin pour exécuter efficacement leur mandat et créer un environnement opérationnel sûr pour leur personnel. Elle permet de gérer les attentes des parties prenantes concernées, notamment des populations locales et des gouvernements hôtes, et de contrer la désinformation qui compromet la crédibilité des missions.

Une coordination étroite entre les partenaires locaux et internationaux et une communication stratégique renforcée vis-à-vis de la population locale et des médias internationaux sont tout particulièrement importantes pour exposer et dénoncer les violations des normes internationales par d'autres acteurs. La communication stratégique est également essentielle pour maintenir une bonne perception de la situation. Pour ce faire, il est impératif d'être à l'écoute des communautés locales, ce qui peut avoir un effet considérable sur l'ensemble du processus de maintien de la paix. Nous saluons vivement le rôle moteur joué par le Secrétaire général dans ce domaine, notamment

par l'intermédiaire de l'initiative « Action pour le maintien de la paix Plus », qui a servi de feuille de route à nos efforts collectifs. Nous nous félicitons de la mobilisation accrue du Département des opérations de paix dans la lutte contre la désinformation, ainsi que de l'engagement du Secrétaire général et du Département de la communication globale à lutter contre les facteurs qui posent divers défis particulièrement inquiétants, tels que la prise pour cible délibérée à laquelle se livrent des acteurs malveillants au travers de la manipulation de l'information.

Nous reconnaissons par ailleurs le rôle essentiel que joue la communication stratégique dans la promotion de la protection des civils et du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. La Slovaquie appuie fermement la participation pleine et égale des femmes à tous les efforts visant à instaurer et à maintenir la paix et la sécurité internationales, et elle plaide en faveur de l'application intégrale de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui traitent de cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Lagatie (Belgique) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur la communication stratégique et l'importance qu'elle revêt pour les opérations de maintien de la paix. Je tiens également à remercier de leurs observations intéressantes tous les orateurs et oratrices qui m'ont précédé.

J'axerai mon intervention sur les informations fausses et trompeuses, des défis à la fois anciens et nouveaux. Ils sont nouveaux dans le sens où l'ère numérique et les médias sociaux ont porté les mythes et la désinformation à de nouveaux sommets, et anciens dans le sens où la vérité a toujours été la première victime de la guerre. À cet égard, nous sommes particulièrement préoccupés par le discours de la Russie sur la guerre qu'elle mène en Ukraine. La Belgique saisit cette occasion pour condamner une nouvelle fois toute violence contre les missions de maintien de la paix et pour rendre hommage aux sacrifices consentis par les femmes et les hommes œuvrant au sein de ces missions.

Mon premier point porte sur la capacité de s'assurer la confiance du public. La circulation d'informations fausses peut parfois entamer la confiance des populations locales dans les opérations de maintien de la paix, voire susciter une certaine hostilité. Ces dernières années,

nous avons eu suffisamment d'exemples montrant que les informations fallacieuses s'imposent facilement. Par conséquent, il est essentiel que nous, l'Organisation des Nations Unies, cherchions en permanence à mieux communiquer, et de manière plus convaincante. À cet égard, nous devons nous garder de toute complaisance et répondre aux critiques concernant le décalage qui existe entre nos missions de maintien de la paix et les réalités locales.

Mais la lutte contre la désinformation n'est qu'une partie de nos efforts ; nous devons également nous concentrer sur ce qui constitue un des meilleurs moyens de l'éviter, à savoir une communication claire, intéressante et dynamique sur nos actions, nos objectifs, nos réalisations, nos valeurs et nos succès. Nous devons également mieux écouter les populations et tenter de répondre à leurs préoccupations. C'est pourquoi cette communication dynamique doit être réaliste et accessible à toutes les populations. C'est à ce prix que nous pourrions restaurer leur confiance. Le meilleur rempart contre la désinformation, c'est que la population ait la conviction que les Nations Unies et leurs opérations agissent dans son intérêt.

(l'orateur poursuit en français)

Mon deuxième point concerne la communication stratégique des missions des Nations Unies. Les missions doivent informer le public dans leur pays hôte sur leurs mandats, leurs tâches prioritaires, leurs actions et leurs résultats. Comme je l'ai dit, cela contribue à instaurer la confiance avec les communautés locales. Cependant, il faut être attentif à l'utilisation des langues visant à rendre cette information accessible. Nous devons communiquer avec le public dans sa langue maternelle, qui n'est souvent pas une langue officielle de l'ONU. Nous ne pouvons également pas perdre de vue que les médias traditionnels demeurent la principale source d'information pour certaines communautés. Il faut aussi saluer le travail mené par les radios locales dans les pays concernés par les opérations de maintien de la paix.

Je voudrais conclure avec un point sur les acteurs humanitaires. Alors que l'accent est mis aujourd'hui sur la sécurité des missions de maintien de la paix, nous devons être conscients que de plus en plus, la désinformation met le personnel humanitaire en danger. En effet, certaines parties aux conflits politisent l'action des humanitaires, et de fausses rumeurs sont souvent lancées sur les acteurs de l'aide humanitaire. La Belgique appelle toutes les parties au conflit à

maintenir la rigueur dans la diffusion d'informations. Nous rappelons que les acteurs humanitaires agissent sous le principe de neutralité ; ils doivent être protégés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Erdan (Israël) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat important et fort opportun d'aujourd'hui, et à vous féliciter pour votre accession à la présidence.

Il y a 16 ans aujourd'hui, le Hezbollah, supplétif terroriste de l'Iran, lançait une attaque contre une patrouille de police des frontières israélienne, dans laquelle cinq soldats ont perdu la vie, trois ont été blessés et deux ont été enlevés. Cet acte terroriste odieux a déclenché la seconde guerre du Liban, une guerre au cours de laquelle le Hezbollah a pris pour cible la population civile israélienne, faisant pleuvoir des milliers de roquettes sur les villes et villages israéliens. La guerre s'est achevée avec l'adoption de la résolution 1701 (2006), qui a renforcé la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et son mandat. Néanmoins, nous voici 16 ans plus tard, et le Hezbollah n'a pas relâché son emprise mortelle sur le sud du Liban. Il l'a étendue de façon exponentielle, empêchant la FINUL de s'acquitter de son mandat.

Comme nous le savons, la communication stratégique est un des aspects les plus critiques de la mise en œuvre des mandats des missions de maintien de la paix, en particulier en période de crise. La communication stratégique est importante pour la protection des civils, la désescalade des conflits et la sûreté et la sécurité des soldats de la paix eux-mêmes. Elle renforce la confiance entre la force de maintien de la paix, les États concernés et les populations locales.

Toutefois, pour être réellement efficace, la communication doit lutter contre les informations fausses et trompeuses et désigner publiquement les causes profondes des problèmes qui perturbent l'exécution des mandats des missions. En ce qui concerne la FINUL, l'une de ces causes profondes est la présence continue et les activités malveillantes du Hezbollah dans la zone d'opérations de cette force de maintien de la paix.

La réalité actuelle sur le terrain, qui a été amplement décrite dans de nombreux rapports de l'ONU, fait apparaître une situation désastreuse dans laquelle la liberté de circulation de la FINUL est excessivement restreinte. Son mandat n'est pas pleinement mis en œuvre, et la sûreté et la sécurité de ses soldats de la paix

sont menacées quotidiennement. Mais les agissements du Hezbollah contre la FINUL vont bien au-delà de la restriction de la circulation et des attaques flagrantes. Le Hezbollah a sapé la capacité de la FINUL d'utiliser la communication stratégique en lançant une guerre de désinformation contre les objectifs et le mandat de la Force. En propageant de fausses accusations et en mettant en doute l'impartialité de la FINUL, le Hezbollah ternit la réputation de la Force et monte la population locale contre l'entité même qui a reçu pour mandat d'assurer sa sécurité. Avec cette arme du mensonge qui est employée, il n'est pas étonnant que la FINUL fasse de plus en plus l'objet d'attaques et ne soit pas en mesure de s'acquitter efficacement de son mandat.

En fait, au cours des 16 années qui ont suivi l'adoption de la résolution 1701 (2006), la FINUL a été incapable d'empêcher le Hezbollah d'étendre considérablement sa présence, et de multiplier par 10, je répète, par 10, son arsenal de roquettes, qui est passé de 10 000 à 150 000, c'est-à-dire qu'en réalité, il a été multiplié par plus que 10. À cause du Hezbollah, la FINUL se retrouve les mains liées. Après l'explosion dans le port de Beyrouth, et malgré le rôle qu'il a joué dans cette atrocité, le Hezbollah a accusé, sans le moindre fondement, les forces navales de la FINUL d'être responsables de cette destruction, dans le but de nuire à la réputation de la Force.

En outre, détournant de manière flagrante le mandat de la FINUL, le Hezbollah promeut l'idée fausse selon laquelle les patrouilles de la FINUL doivent toujours être accompagnées par l'Armée libanaise, tout cela dans le but de dénaturer et d'entraver le mandat de la Force. Les agissements du Hezbollah constituent des violations flagrantes des résolutions 1701 (2006) et 1559 (2004). Ce n'est un secret pour personne que le Hezbollah est la cause de la crise politique, économique et de sécurité que connaît le Liban. Le moins que l'on puisse faire, c'est de donner à la FINUL l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat, et de demander également des comptes au Liban. Israël appelle la communauté internationale et le Conseil de sécurité à condamner avec force et de manière catégorique les agissements injustifiés et illégaux du Hezbollah au Liban.

Israël soutient le rôle crucial du maintien de la paix et maintient une coopération étroite avec les missions de maintien de la paix pertinentes. La communication stratégique contribue à cette coopération étroite en accroissant la transparence et en réduisant les tensions ;

elle ne peut pas rester une simple formule accrocheuse. Elle nécessite une approche dynamique. La diffusion d'informations exactes doit aller de pair avec la lutte contre la désinformation. Et dans le cas de la FINUL, le seul obstacle à une communication stratégique solide est la présence et les activités persistantes du Hezbollah.

Israël appelle le Conseil et la communauté internationale à redoubler d'efforts pour lutter contre la menace terroriste émanant du Hezbollah et d'autres groupes terroristes qui compromettent la paix et la sécurité internationales. À cet égard, nous soulignons l'importance du débat public d'aujourd'hui et le rôle particulier que joue la communication stratégique pour atteindre cet objectif.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Algérie.

M. Larbaoui (Algérie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil, et vous souhaiter plein succès dans vos hautes fonctions. Nous apprécions grandement le débat public d'aujourd'hui, compte tenu de l'importance du thème abordé et du rôle central que joue la communication stratégique pour permettre aux missions de maintien de la paix des Nations Unies de s'acquitter pleinement de leurs fonctions. Puisque cette séance est consacrée aux opérations de maintien de la paix, je voudrais mentionner que mon pays, l'Algérie, a changé sa position concernant sa contribution à l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde, sur la base des amendements apportés à notre constitution en novembre 2020, par lesquels nous avons décidé que notre contribution serait placée sous les auspices de l'ONU, conformément aux buts et principes de l'Organisation.

Les opérations de maintien de la paix dans diverses zones de tension et de conflit constituent une composante essentielle de la responsabilité de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'augmentation et l'escalade des conflits et des différends auxquelles nous assistons exigent que nous protégeons les civils, en particulier les populations vulnérables comme les femmes, les enfants et les personnes âgées. Bien que les mandats des opérations de maintien de la paix diffèrent en fonction de la nature de chaque crise, certains éléments communs fondamentaux doivent être définis afin de garantir que toutes les missions puissent s'acquitter de leur mandat, et l'un des plus importants à cet égard est la communication stratégique, thème de notre débat aujourd'hui.

Il importe de veiller à ce que les travaux de communication stratégique des opérations de maintien de la paix soient régulièrement mis à jour pour suivre les évolutions sur le terrain et faire face aux défis multidimensionnels et en constante évolution, permettant ainsi aux opérations de maintien de la paix d'atteindre leurs objectifs vitaux. À cet égard, la délégation de mon pays appuie l'initiative du Secrétaire général appelant à une approche renouvelée de la communication stratégique dans le contexte des opérations de maintien de la paix, ainsi que les initiatives Action pour le maintien de la paix et Action pour le maintien de la paix Plus. Dans ce contexte, et afin d'alimenter le débat sur l'élaboration d'une nouvelle approche de la communication stratégique, je voudrais mettre l'accent sur les points suivants, conformément aux questions soulevées dans la note de cadrage (S/2022/539, annexe).

Premièrement, la communication stratégique reste un outil essentiel et fait partie intégrante des missions politiques spéciales autant que des opérations de maintien de la paix. Pour garantir leur efficacité et leur crédibilité, nous devons respecter certains critères, notamment l'inclusion, l'efficacité et la transparence. Nous devons également associer toutes les parties prenantes, en particulier les femmes, aux processus de formulation et de mise en œuvre des nouvelles stratégies de communication.

Deuxièmement, il importe de veiller à ce que la communication stratégique constitue une plateforme essentielle permettant aux civils d'exprimer leurs revendications, leurs aspirations et leurs attentes, et de répondre à ces aspirations par le biais d'une approche globale, inclusive et directe, dans le cadre de laquelle les opérations de maintien de la paix sont informées des réalités du terrain, recueillent leurs premières informations auprès de sources directes et se forment une compréhension réaliste et globale de la situation, de sorte qu'elles puissent accomplir leurs tâches efficacement. À cet égard, nous considérons que la langue est un facteur important pour instaurer la confiance, assurer une communication directe avec les populations locales et obtenir des informations précises.

Troisièmement, et parallèlement à cela, nous devons renforcer la confiance mutuelle et la coordination entre les opérations de maintien de la paix et les gouvernements des pays hôtes, ce qui devrait faciliter les efforts des missions, en particulier dans leurs interactions avec les communautés locales et les différents acteurs essentiels, et leur permettre de travailler efficacement, notamment en ce qui concerne la collecte d'informations sur les problèmes liés aux droits humains et les violations de ces droits, qui ne doivent pas être passés sous silence.

Quatrièmement, la diffusion d'informations trompeuses et les campagnes de désinformation contre les opérations de maintien de la paix ont des conséquences négatives non seulement sur les efforts visant à faire progresser les volets politique et de sécurité, mais aussi sur la protection des soldats de la paix eux-mêmes. Il est donc extrêmement important d'utiliser la communication stratégique pour rétablir la vérité sur le travail des missions de maintien de la paix et clarifier toute ambiguïté concernant leur action sur le terrain afin d'éviter les malentendus et les idées fausses.

Cinquièmement, la communication stratégique doit faciliter le travail des missions de maintien de la paix en contribuant à l'accomplissement de leur mandat selon les délais et les objectifs fixés. Les efforts déployés doivent être axés sur la facilitation des volets politiques et des solutions convenues entre les parties prenantes concernées, afin d'accroître l'efficacité et la crédibilité de ces opérations et de convaincre la population de leur valeur ajoutée.

Sixièmement, il est important de renforcer et d'appuyer les capacités des soldats de la paix, notamment en organisant des formations permettant d'améliorer la communication et la compréhension mutuelle avec les principales parties prenantes, de contrôler les lignes de communication et d'utiliser des équipements et des technologies de communication modernes, outils importants qui permettent aux soldats de la paix de mieux comprendre leur environnement opérationnel.

Septièmement, nous devons renforcer et améliorer la communication stratégique dans le cadre des partenariats entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales. Des plans de communication stratégique doivent également être élaborés par toutes les unités et missions afin de garantir que le travail sur le terrain est accompli efficacement et que les objectifs visés sont atteints rapidement.

Pour terminer, ma délégation souligne l'importance de la communication stratégique pour une interaction efficace entre les opérations de maintien de la paix et les communautés locales, les parties aux conflits, les parties prenantes régionales et internationales et leurs différents partenaires sur le terrain. Il convient d'accorder la priorité à l'adoption d'une communication stratégique qui appuie spécifiquement la mise en œuvre des mandats des opérations de maintien de la paix et qui renforce l'utilisation des outils, y compris des médias sociaux, afin de garantir que la bonne information soit diffusée au bon moment.

La séance est levée à 15 h 55.